

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



PREMIÈRE COMMISSION, 1337^e
SÉANCE

Vendredi 15 novembre 1963,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 26 de l'ordre du jour: Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (suite) Examen du projet de résolution A/C.1/L.328 et Add.1 et 2 (suite)	135
Point 74 de l'ordre du jour: Dénucléarisation de l'Amérique latine (suite) Discussion générale et examen du projet de résolution A/C.1/L.329 (suite)	135
Point 27 de l'ordre du jour: Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires: rapport du Secrétaire général (suite) Discussion générale et examen du projet de résolution A/C.1/L.330 et Add.1 (suite)	137

Président: M. C. W. A. SCHURMANN
(Pays-Bas).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (A/5408-DC/207, A/5488-DC/208, A/C.1/L.891 et Corr.1, A/C.1/L.328 et Add.1 et 2) [suite*]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/L.328 ET ADD.1 ET 2 (suite)

1. M. ADEBO (Nigéria) demande une brève suspension de séance pour permettre aux auteurs du projet de résolution A/C.1/L.328 et Add.1 et 2 de procéder à de nouvelles consultations.

La séance est suspendue à 10 h 40; elle est reprise à 11 heures.

2. Le PRESIDENT dit qu'il a été informé que les auteurs se sont mis d'accord sur un texte révisé du projet de résolution qui sera distribué dès que possible; l'examen du point 26 de l'ordre du jour sera donc repris à la séance suivante.

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR

Dénucléarisation de l'Amérique latine (A/5415/Rev.1, A/5447 et Add.1, A/C.1/L.329) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE ET EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/L.329 (suite)

3. M. SOLANO LOPEZ (Paraguay) ne répètera pas ce que le Ministre des affaires étrangères du Paraguay

a déclaré devant l'Assemblée générale le 23 septembre 1963 (1212^e séance plénière) au sujet des conditions qui, de l'avis de son gouvernement, devront être remplies par tout arrangement relatif à la dénucléarisation de l'Amérique latine. Le représentant du Paraguay désire souligner toutefois que la discussion qui se déroule actuellement à la Première Commission ne représente qu'une étape préliminaire des efforts visant à dénucléariser l'Amérique latine et que les négociations actuelles sur un accord de dénucléarisation devront avoir lieu dans le cadre de l'Organisation des Etats américains et conformément aux dispositions d'accords régionaux tels que le Traité interaméricain d'assistance mutuelle, signé à Rio de Janeiro le 2 septembre 1947; M. Solano López note à cet égard qu'il est fait mention d'"accords régionaux" au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.1/L.329.

4. La délégation paraguayenne votera pour le projet de résolution.

5. M. QUINTERO (Panama) dit que les efforts entrepris pour dénucléariser l'Amérique latine sont en harmonie avec la politique de l'Assemblée générale qui consiste à rechercher un accord sur des questions relativement peu complexes tout en s'employant à atteindre l'objectif final du désarmement général et complet. Le représentant du Panama rappelle à ce propos la résolution 1653 (XVI), dans laquelle l'Assemblée déclarait que l'emploi d'armes nucléaires et thermonucléaires constituait une violation directe de la Charte des Nations Unies, ainsi que la résolution 1665 (XVI), qui demandait aux puissances nucléaires de s'abstenir de céder le contrôle de ces armes et de communiquer les renseignements nécessaires à leur fabrication à des Etats qui n'en possèdent pas. Bien que la résolution 1665 (XVI) ait été critiquée parce qu'elle consacrait en fait l'existence de ce qu'on appelle le "club nucléaire" et qu'elle n'invitait pas les puissances nucléaires à s'abstenir d'installer, de stocker ou d'essayer des armes nucléaires sur le territoire d'autres Etats, M. Quintero n'en estime pas moins que ce texte a servi de précédent au projet de résolution A/C.1/L.329 sur la dénucléarisation de l'Amérique latine. D'autre part, il convient d'attacher une importance encore plus grande à la résolution 1653 (XVI), ainsi qu'à la résolution 1652 (XVI), qui demandait aux Etats Membres de s'abstenir d'utiliser le territoire, les eaux territoriales ou l'espace aérien de l'Afrique pour expérimenter, accumuler ou transporter des armes nucléaires.

6. Certains soutiennent que tout accord qui serait conclu à la suite du projet de résolution dont la Commission est saisie n'aurait qu'une signification symbolique, du fait qu'aucun pays de l'Amérique latine ne possède d'armes nucléaires et n'est en mesure d'en fabriquer dans un proche avenir. On ne doit pas oublier cependant qu'un tel accord engagerait ses signataires à s'abstenir non seulement de fabriquer mais aussi d'acquérir, de stocker ou d'essayer des

*Reprise des débats de la 1335^e séance.

armes nucléaires. L'argument selon lequel l'accord deviendrait inefficace si une puissance nucléaire quelconque refusait de le reconnaître n'est pas fondé non plus, puisque les signataires n'auraient pas besoin de l'autorisation d'une puissance extérieure pour interdire l'installation, l'essai ou le stockage d'armes atomiques sur leurs territoires respectifs. En réalité, comme l'a signalé à juste titre le représentant du Mexique, tout Etat, si petit soit-il, peut interdire à titre individuel la présence d'armes nucléaires sur son territoire en adoptant simplement une loi ou un décret à cet effet.

7. On estime dans certains milieux que les pays d'Amérique latine n'accroîtront guère leur sécurité en se déclarant zone dénucléarisée, si des pays ou des territoires voisins ou contigus relèvent de la juridiction de puissances qui ne sont pas parties à l'accord de dénucléarisation. Néanmoins, si les Etats d'Amérique latine se déclarent zone dénucléarisée, les puissances extérieures à l'Amérique latine sous la souveraineté desquelles ces territoires se trouvent placés ou qui exercent ou veulent exercer une juridiction quelconque sur des régions constituant une enclave dans le territoire national de certains Etats d'Amérique latine auraient des obligations morales bien plus fortes de s'abstenir de créer des installations nucléaires dans ces régions. En outre, les Etats d'Amérique latine pourraient chercher à persuader les puissances extérieures à l'Amérique latine qui possèdent des territoires, des bases ou des concessions emportant juridiction dans la région d'adhérer à un pacte multilatéral de dénucléarisation de l'Amérique latine et de s'engager à ne pas installer ou utiliser d'armes atomiques dans les régions intéressées.

8. Le Panama est prêt à participer à toute conférence latino-américaine ou interaméricaine — y compris une conférence dans laquelle les puissances étrangères à la région mais qui possèdent des territoires ou des intérêts spéciaux en Amérique latine seraient représentées — que l'on organiserait pour conclure de vastes accords régionaux qui à leur tour pourraient servir de base à l'idéal de l'interdiction universelle et permanente des armes nucléaires. Les puissances qui ne sont pas latino-américaines et qui participeraient à des conférences de cet ordre devront manifestement être prêtes en outre à contracter les obligations assumées par les Etats d'Amérique latine. A ce propos le représentant du Panama ne peut comprendre la position de certains représentants qui, d'une part, insistent sur le principe de l'unanimité et déclarent que la dénucléarisation de l'Amérique latine est impossible sans le consentement exprès de tous les Etats du sous-continent latino-américain, tout en faisant observer, d'autre part, qu'un accord de dénucléarisation ne pourrait être réalisé que par l'entremise de l'Organisation des Etats américains. Etant donné que certains Etats d'Amérique latine ne sont pas membres de cette organisation et que l'on ne sait pas si les nouveaux Etats de la région y adhéreront, ces Etats ne seraient pas à même de se joindre à l'assentiment unanime s'ils ne peuvent participer à la conférence à laquelle l'accord de dénucléarisation serait élaboré. Le représentant du Panama ne comprend pas non plus la position de certains représentants qui estiment que l'instrument relatif à la dénucléarisation de l'Amérique latine doit être élaboré par l'Organisation des Etats américains mais contenir certaines dispositions imposant des obligations juridiques à tous les Etats ayant des intérêts dans la région.

9. La délégation panamienne fait sienne l'opinion exprimée par la délégation mexicaine (1333^{ème} séance), qui a déclaré que les conditions requises pour la dénucléarisation de chaque région concernent au premier chef les Etats de cette région et que les représentants qui ont mentionné des conditions précises voulaient surtout mentionner celles qu'ils jugeaient indispensables à une dénucléarisation éventuelle de leurs propres régions. M. Quintero pense toutefois qu'un certain nombre des conditions dont on a fait état étaient remplies dans le cas de l'initiative actuelle en vue de la dénucléarisation de l'Amérique latine. Cette initiative émane des pays d'Amérique latine; de plus il n'existe pour l'instant aucune installation atomique en Amérique latine. En ce qui concerne une vérification adéquate, le Panama, encore qu'il ne puisse parler au nom des autres pays d'Amérique latine, accepterait l'adoption du système d'inspection le plus efficace dans toutes les parties de son territoire national, à condition qu'une telle inspection ne soit pas unilatérale et ne serve pas de prétexte à une intervention ou à une ingérence dans la vie du pays. En outre, la délégation panamienne accueille favorablement l'idée d'une dénucléarisation totale de l'Amérique latine — la dénucléarisation de l'ensemble du territoire compris entre le Rio Bravo et le Cap Horn —, de tous les Etats insulaires de l'Amérique latine, des nouveaux Etats de la mer des Antilles qui ont exprimé le vœu de s'associer au groupe latino-américain et de tous les territoires insulaires avoisinants qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance.

10. Si la délégation panamienne approuve l'idée de l'unanimité ou de la totalité, elle ne pense pas que ce soit là une condition indispensable; tout Etat peut dénucléariser unilatéralement son propre territoire ou conclure avec d'autres Etats un accord international à cette fin, en vertu du principe de l'égalité souveraine des Etats.

11. Certains ont exprimé des doutes sur la compétence qu'a l'Organisation des Nations Unies d'inviter les Etats d'une région donnée à "dénucléariser" cette région. Toutes appréhensions à cet égard pourront cependant être dissipées non seulement par les termes modérés dans lesquels le projet de résolution est rédigé, mais aussi par les déclarations des représentants du Brésil (1333^{ème} séance) et de l'Equateur (1336^{ème} séance). Il a été bien précisé dans ces déclarations que toute mesure touchant la dénucléarisation de l'Amérique latine ne pourra être prise que par les Etats latino-américains eux-mêmes dans l'exercice de leurs droits souverains; l'Organisation des Nations Unies peut seulement encourager les Etats à réaliser les buts et les principes de la Charte et recommander un accord propre à atténuer la tension internationale et à circonscrire les conflits.

12. Encore que le projet de résolution A/C.1/L.329 ait uniquement un caractère de procédure et que les aspects et les problèmes particuliers de la dénucléarisation doivent être discutés à une conférence spéciale qui sera convoquée à cette fin, le représentant du Panama souhaite exprimer certaines aspirations de son pays en ce qui concerne les mesures de dénucléarisation. Tout engagement de la part des Etats d'Amérique latine de "ne pas fabriquer, recevoir, stocker ni essayer d'armes nucléaires ni d'engins de lancement de telles armes" doit être interprété dans son sens le plus large; non seulement les Etats latino-américains doivent s'abstenir de prendre de telles mesures, mais ils doivent également interdire à tous les autres Etats ou organi-

sations de les prendre dans le territoire placé sous leur souveraineté. En outre, l'expression "armes nucléaires et engins de lancement de telles armes" doit aussi être interprétée dans un sens assez large, car il s'agit d'interdire non seulement l'emploi d'armes meurtrières mais aussi toute explosion nucléaire ou tout stockage de matières radio-actives qui pourraient contaminer les zones dénucléarisées, même si l'on soutient que des explosions ou des stockages de cet ordre n'ont aucun but militaire.

13. M. OKILO (Nigéria) dit que sa délégation s'est déjà déclarée favorable à la création de zones dénucléarisées et qu'elle est toujours disposée à appuyer l'établissement de zones de cette nature partout où cela serait possible. Elle s'est chaleureusement félicitée de l'initiative prise, en avril 1963, par cinq pays d'Amérique latine en vue de faire reconnaître cette région comme zone dénucléarisée. Tout en notant avec satisfaction que l'acceptation de ce concept fait des progrès, même dans les milieux qui n'ont pas cru devoir appuyer la résolution 1652 (XVI) de l'Assemblée générale sur la dénucléarisation de l'Afrique, la Nigéria constate avec regret que le projet de résolution A/C.1/L.329 ne fait pas mention de cette dernière résolution, qui constitue cependant un événement marquant en même temps qu'un utile précédent aux débats de l'Assemblée générale sur cette question.

14. M. AUGUSTE (Haïti) déclare que son pays a toujours été fidèlement attaché au principe de la solidarité du continent américain et aux grandes valeurs spirituelles qui en découlent. Les républiques américaines ont appris, au lendemain de leur indépendance, que, pour vivre en paix, "mieux vaut prévenir que guérir". De ce fait, elles ont également appris à exprimer leur sentiment de solidarité de manière concrète, sous forme d'alliances et de traités qui se fondent sur le patrimoine commun du droit public et du droit privé des pays d'Amérique.

15. Devant la menace d'une guerre nucléaire, l'humanité tout entière a le devoir de mettre fin aux efforts de l'homme tendant à sa propre destruction. C'est indubitablement cette considération qui a incité les chefs d'Etat de cinq républiques américaines à faire une déclaration visant à la dénucléarisation de l'Amérique latine (A/5415/Rev.1). Le Gouvernement haïtien s'est empressé de répondre à cet appel, qui réclame la mobilisation de toutes les forces morales et spirituelles de l'hémisphère afin de protéger le monde américain de toute pollution nucléaire. Les détails relatifs au processus de dénucléarisation devraient être élaborés par une conférence des nations intéressées convoquée par l'Organisation des Etats américains. Entre-temps, la Commission pourrait accorder à cette proposition le soutien moral de l'opinion mondiale en votant pour le projet de résolution dont elle est actuellement saisie.

16. M. BAGHDELLEH (Tanganyika) répond brièvement aux critiques formulées au cours d'une précédente séance (1335ème séance) par le représentant de l'Afrique du Sud — et également, il le regrette, par le représentant des Etats-Unis, pays avec lequel son gouvernement entretient des relations très amicales —, critiques suivant lesquelles sa délégation aurait agi à la légère en répétant certaines allégations formulées devant la Quatrième Commission par un pétitionnaire dont les sources d'information n'étaient pas assez sûres.

17. En raison de la gravité du sujet, la délégation du Tanganyika a fait des recherches et a découvert que

la source utilisée par le pétitionnaire est un article du journal *The Washington Post* en date du 1er octobre 1963 qui, sous le titre "Des essais atomiques américains seraient effectués dans une mine d'Afrique du Sud", a parlé d'une expérience nucléaire souterraine devant avoir lieu à une profondeur de plus de 10 000 pieds, sous la direction de professeurs d'université d'Afrique du Sud et des Etats-Unis, en vue de détecter un certain type de particule nucléaire fondamentale — le méson mu.

18. M. Baghdelleh a déjà accepté l'assurance donnée par le représentant des Etats-Unis que cette expérience n'avait rien à voir avec une explosion atomique. La délégation du Tanganyika assure pourtant aux représentants des Etats Membres que, s'il se révélait que les journaux des Etats-Unis auxquels elle fait confiance publient des titres et des articles inexacts ou peu sérieux, elle aurait à louer un U-2 afin de découvrir exactement ce qui se passe en Afrique du Sud.

19. Le Gouvernement tanganyikais a reçu un rapport au sujet de cette affaire et décidera s'il y a lieu d'élever une protestation formelle en tenant compte de cette déclaration parue dans un journal sérieux des Etats-Unis ou de se joindre aux autres Etats indépendants d'Afrique en vue d'une action commune conforme à la résolution sur le désarmement qui a été adoptée à la Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue à Addis-abéba en mai 1963 et dont le texte figure en annexe au rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement ^{1/}.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires: rapport du Secrétaire général (A/5518, A/C.1/L.330 et Add.1) [suite]

DISCUSSION GENERALE ET EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/L.330 ET ADD.1 (suite)

20. M. NGOKO (Cameroun) dit que sa délégation, bien qu'elle n'ait pas encore participé aux débats en cours, est pleinement consciente de l'importance capitale de la question du désarmement général et complet, à laquelle se rapportent en fait tous les points de l'ordre du jour discutés jusqu'ici. Par conséquent, la délégation du Cameroun est disposée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider à résoudre ce problème. Elle tient à rendre hommage au Comité des dix-huit puissances pour le travail qu'il a accompli dans ce domaine et à féliciter, en particulier, les pays non alignés du rôle constructif qu'ils ont joué au sein de cet organisme. Le fait que, jusqu'ici, les travaux ont progressé lentement et que les résultats obtenus sont médiocres n'est pas imputable au Comité, mais à la nature délicate et complexe de la tâche qui lui a été dévolue. C'est pourquoi la délégation du Cameroun a appuyé sans réserve le projet de résolution A/C.1/L.326 et Add.1 sur la nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires et félicite les auteurs de ce texte. Le Cameroun accueille également, de façon chaleureuse, les accords récemment intervenus entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il appuiera toutes nouvelles propositions constructives

^{1/} Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier à décembre 1963, document DC/208, annexe 1, sect. G (ENDC/93/Rev.1).

que pourraient formuler ces deux Etats dans le domaine des mesures connexes préparant la voie au désarmement général et complet sous un contrôle international.

21. La position du gouvernement et du peuple camerounais à l'égard du désarmement est bien connue et sans équivoque. Le chef d'Etat du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, était au nombre des 30 chefs d'Etat africains qui ont adopté la résolution sur le désarmement général et complet à la Conférence au sommet des pays indépendants africains. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale le 17 octobre 1963 (1244^{ème} séance plénière), M. Ahidjo a fait valoir que la paix universelle est le bien suprême et que la course aux armements nucléaires a démontré, de façon probante, l'absurdité de l'adage bien connu "qui veut la paix prépare la guerre". Bien que le traité d'interdiction partielle des essais montre que les grandes puissances semblent, heureusement, avoir pris conscience de cette erreur à la onzième heure, il ne s'agit que d'un premier pas et l'humanité devra poursuivre ses efforts jusqu'à ce que tous les essais nucléaires — autres que les expériences faites à des fins pacifiques — aient été effectivement interdits et que le désarmement complet sous un contrôle approprié ait été réalisé. En ce qui concerne le proche avenir, M. Ahidjo a recommandé instamment que les propositions faites récemment par les Etats-Unis, l'Union soviétique et d'autres pays soient examinées dans un esprit positif et que le Comité des dix-huit puissances reprenne ses travaux le plus tôt possible.

22. Le Cameroun est l'un des 12 pays qui avaient répondu, à la date du 17 septembre 1963, à la note circulaire du 8 février 1963 que le Secrétaire général avait adressée aux Etats Membres conformément à la résolution 1801 (XVII) de l'Assemblée générale. Le nombre des Etats Membres qui ont répondu à cet appel est peu élevé. Il est, toutefois, encourageant de constater que l'unanimité s'est réalisée sur le principe de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires à des fins de guerre — bien que des vues divergentes aient été exprimées quant à l'urgence d'une telle conférence. D'autre part, il faut retenir que toutes ces réponses avaient été adressées à des dates antérieures à la conclusion du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et à la publication du dernier rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement.

23. La délégation du Cameroun partage les craintes de voir une conférence de ce genre aboutir à un échec si elle se réunit prématurément. Cependant, la tournure plus favorable des récents événements semble indiquer que le moment est venu de reprendre les négociations. Le Président des Etats-Unis, M. Kennedy, et le Président du Conseil des Ministres de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev, ont tous deux signalé que l'interdiction partielle des essais nucléaires constitue un premier pas vers le règlement des problèmes fondamentaux qui se posent sur le plan international et ils ont demandé que de nouveaux efforts soient entrepris en vue de donner suite à ce premier succès. Il est temps, par conséquent, d'inviter le Comité des dix-huit puissances à étudier d'urgence la question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session.

24. La République fédérale du Cameroun, pays de tradition pacifiste, n'a ni les moyens ni l'ambition de posséder des armes de destruction massive et elle est totalement opposée à l'emploi de la force comme méthode de règlement des conflits entre Etats. Le Cameroun note avec satisfaction que les grandes puissances ont reconnu que la guerre nucléaire est une absurdité, mais il voudrait que leurs déclarations se traduisent par des actes concrets. Par conséquent, le Gouvernement camerounais appuiera sincèrement tout effort tendant à faire disparaître la guerre — de type classique ou nucléaire — de la surface du globe. Règlement des différends par voie de négociation, condamnation formelle de toute agression, désarmement général et complet sous contrôle international, un monde heureux et prospère libéré du "parapluie nucléaire" — tels sont les objectifs du Cameroun. C'est pourquoi la délégation de ce pays est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.1/L.330, qu'elle espère voir adopter, à l'unanimité, par la Commission et par l'Assemblée générale.

25. M. OKILO (Nigéria) déclare que son gouvernement a déjà précisé sa position sur cette question de l'ordre du jour au sein du Comité des dix-huit puissances et à la Première Commission au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale, ainsi qu'à la 1325^{ème} séance de la Commission. Le Gouvernement nigérien considère qu'une telle convention est utile et prendra part à toute conférence convoquée à cette fin — conférence à laquelle il espère que les puissances nucléaires apporteront leur indispensable collaboration.

26. En l'occurrence, le mieux serait de renvoyer la question à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, comme le recommande le projet de résolution A/C.1/L.330 qu'il souhaite voir approuvé à l'unanimité.

27. M. JOHNSON (Libéria) déclare que le débat au sein de la Première Commission a clairement révélé le vif désir d'épargner à l'humanité l'holocauste qui résulterait de l'emploi d'armes nucléaires et thermonucléaires en cas de guerre. Pour la délégation libérienne, la question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction d'armes aussi destructives doit sans aucun doute être le sujet des préoccupations immédiates des Nations Unies. Or, le Comité des dix-huit puissances est l'organe le plus susceptible d'entreprendre une étude rapide et efficace de cette question. M. Johnson espère donc que le projet de résolution A/C.1/L.330, dont la délégation libérienne est un des auteurs, aura l'appui unanime de la Première Commission.

28. M. GAGLI (Togo) estime qu'après la signature du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, après l'établissement d'une ligne de communication directe entre Washington et Moscou, après l'adoption de la résolution 1884 (XVII) de l'Assemblée générale, engageant tous les Etats à s'abstenir de placer des armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique et après l'adoption par la Première Commission d'un projet de résolution (A/C.1/L.326 et Add.1) invitant le Comité des dix-huit puissances à poursuivre ses négociations en vue de réaliser les objectifs définis au préambule du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, il semble que le problème du désarmement général et complet soit en bonne voie.

29. Se conformant à la résolution 1653 (XVI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a consulté

les gouvernements des Etats Membres afin d'obtenir leurs vues sur les possibilités de convoquer une conférence spéciale pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires à des fins de guerre. Le Gouvernement du Togo a répondu qu'il lui semblait préférable de retarder l'examen de la convocation d'une telle conférence jusqu'à ce que le résultat définitif de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement soit connu. Si certains considèrent que ce comité n'a obtenu qu'un faible résultat positif ou même n'a obtenu aucun résultat, les Etats africains, y compris le Togo, font pour leur part plus confiance aux vertus de la discussion qu'à la force brutale pour le règlement des conflits. D'ailleurs, les diverses réunions et conférences internationales qui ont eu lieu depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont probablement empêché que n'éclate une troisième guerre mondiale.

30. Le Togo, comme toutes les autres nations, désire la paix et la sécurité; il veut le droit de vivre sans la crainte d'être détruit, il veut que les générations futures vivent à l'abri des maladies, il veut aussi un monde pacifique où les faibles seront protégés et où les forts seront justes.

31. La délégation du Togo appuie en principe l'idée de la convocation d'une conférence comme celle qu'envisage la résolution 1653 (XVI), mais elle estime que, pour en assurer la réussite, il faut la préparer soigneusement, et repenser dans une certaine mesure le problème général du désarmement. Jusqu'à présent, les discussions sur le désarmement ont porté sur les symptômes plutôt que sur les causes du problème. Le "parapluie nucléaire" et un pacte de non-agression

ne constituent pas de réponses satisfaisantes. Aussi longtemps qu'il existera des blocs militaires rivaux comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et l'Organisation du Traité de Varsovie et que la méfiance et la crainte réciproques seront la base de toute politique, aucune conférence sur le désarmement n'aboutira à un résultat concret quelconque.

32. Pour que la conférence envisagée fasse autre chose que refaire les travaux de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, il faut qu'elle se tienne au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement. La délégation du Togo appuie la proposition de l'Union soviétique suggérant une réunion au sommet du Comité des dix-huit puissances, dont la première tâche pourtant devra être la signature d'un accord supprimant les blocs militaires actuels. Bien que la force morale accrue qui résulte pour l'Organisation des Nations Unies du nombre croissant, en son sein, d'Etats Membres non alignés ayant récemment acquis leur indépendance rende possible la réalisation d'un tel objectif, il faut se rappeler que l'Organisation manque de moyens matériels pour faire respecter ses décisions. La délégation du Togo partage donc l'opinion exprimée par le représentant de l'Inde (1321ème séance) sur la nécessité d'une force de paix permanente des Nations Unies. Avant de convoquer la conférence envisagée, il est donc indispensable de créer — par des négociations bilatérales ou au niveau du Comité des dix-huit puissances — une base d'accord pour la création d'une telle force de paix pour l'abolition de blocs militaires et pour la signature d'une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires à des fins de guerre.

La séance est levée à 13 heures.